

10

# informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

## SOMMAIRE

FRANCE , des travailleurs	p I
Accord d'entreprise Renault	p 8
LLAISONS	p II
CORRESPONDANCE	p 13
Discussion sur l'ORGANISATION	p 16
CHINE - U.S.A , critiques	p 17
VIET-NAM , la révolte des paysans	p 25
CE QUE NOUS SOMMES , CE QUE NOUS VOULONS	

LE NUMÉRO

mensuel

0,60 F  
(ou deux timbres )

NUMERO 57

FEVRIER 67



# France

## des travailleurs

### IMPRIMERIE/

petite entreprise ( 50 ouvriers) Paris.

Depuis près d'un mois, des discussions serrées se déroulent pour l'application des conventions collectives. Le problème est complexe pour un profane; dans l'imprimerie, il y a deux statuts distincts, la presse et le labour. Officiellement, la boîte appartient au labour mais comme elle tire aussi des journaux, une partie des ouvriers sont classés: "labour-presse". D'autre part, comme dans toute imprimerie (presse ou labour) l'adhésion syndicale est obligatoire, mais sur une base professionnelle: typos, correcteurs, lino, machinistes et... cadres, tous les syndicats distincts adhérents à la Fédération CGT du Livre (syndicat unique pratiquement).

Dans l'entreprise, la situation réelle est quelque peu différente des schémas classiques de la vie syndicale:

- depuis au moins un an tous les ouvriers ont pris l'habitude de se réunir dans l'atelier dès qu'un problème se pose et d'en discuter entre eux; c'est possible, en raison de la dimension de l'entreprise.

- à ces réunions, les divisions professionnelles sont effacées, mais le directeur adjoint (technocrate sorti du rang), adhérent CGT cadre se croit obligé d'assister en déclarant: "je suis avec vous", retournant tout de suite après à sa fonction de bras droit du patron.

- deux délégués jeunes viennent d'être élus: l'un 25 ans vient d'entrer au parti communiste, l'autre 35 ans, ancien para dégueulasse sur l'Algérie ou l'Indochine, mais position de classe impeccable dans la boîte. Tous deux décidés à se mouiller et faisant tout sous le contrôle étroit des ouvriers.

Le résultat du statut hybride de l'entreprise c'est que chacun a une paie différente. Ce qu'on veut tenter, c'est d'unifier sur le plus favorable. Réunion de tous: tout le monde d'accord pour une action si chacun marche. Les délégués vont au syndicat du Livre pour fixer avec précision ce qu'ils peuvent revendiquer. Et ils présentent les revendications au patron. Celui-ci est presque disposé à céder. C'est le directeur-adjoint (CGT et sorti du rang) qui relève le gant: il se pointe à l'assemblée des gars avec les arguments patronaux: on coule la boîte, dans six mois on doit avoir un marché important, etc... C'est l'accrochage. Assemblée d'une heure, puis 1h30 deux jours après. Dans la semaine rien qu'en assemblées, près de 6h de boulot sont passées. Le directeur convoque les typos- séparément- manoeuvre classique- il enregistre la discussion au magnétophone. Mais personne ne lâche. Le directeur adjoint est furieux et vient engueuler les délégués dans l'atelier: il les traite de petits garçons inconscients des destinées de l'entreprise. Une heure après cet accrochage, le patron met les pouces, mais le directeur adjoint assortit cette concession de brimades: interdiction de sortir boire le coup, de parler dans l'atelier, compte rendus précis du travail, promesse de pendule à pointer, etc... On se concerte pour la réplique: faut-il faire la grève du zèle ou bien l'isoler dans ses fonctions directoriales (refus de lui serrer la main, ne pas aller aux commémorations, etc...)

Réflexion du jeune délégué (celui du p.c) à un vieil ouvrier "maison" du PC également, bientôt à la retraite, qui n'a pas voulu se mouiller dans la bagarre: " t'es un salaud et tu lis l'Humanité, c'est du propre..."



PRESSE /

quotidien- Paris

Observation d'un autre camarade (presse): que ce soit dans les petites boîtes ou dans les grandes, n'importe quel mouvement ne peut dépasser le cadre syndical. Dans une petite boîte, si les délégués ont apparemment plus de liberté, ils sont pourtant forcés d'aller au bureau syndical pour fixer ce qu'ils revendiquent. Dans la presse, il n'y a pas cette liberté, tous les conflits sont discutés obligatoirement en commission paritaire.

Augmentation de 3% au 1<sup>o</sup> février.

RHÔNE-POULENC /

produits chimiques - Vitry- banlieue de Paris.

Aucune action revendicative. Pour le 1<sup>o</sup> février, tract de l'union des syndicats de Vitry, mais rien de l'usine. Pour les nouveaux embauchés qui débarquent de province, le comité d'entreprise - majorité CGT- présente les bienfaits et avantages de Rhône-Poulenc dans une brochure. Tract du PC qui traite Voix ouvrière "d'apprentis garde-rouge "...

MÉTALLURGIE /

petite boîte -Paris.

Les augmentations sont à l'initiative de la direction. Tous les mouvements syndicaux sont suivis à 80% sans résultat apparent. L'activité de l'entreprise diminue. 110 ouvriers il y a deux ans, 60 maintenant.

CHLUSON /

industrie automobile -Gennevilliers - banlieue de Paris.

Tous les débrayages d'ateliers du dernier trimestre 66 (voir ICO N° 55 décembre 66) ont été plus ou moins couronnés de succès: par exemple, le bureau d'études techniques (40 ouvriers) considéré comme le foyer rouge (y travaillent les délégués, des mensuels, et les responsables de cellules) ont débrayé pendant longtemps une demi-heure par jour: ils ont finalement obtenu des augmentations de salaires de base ce qui représentent de 5 à 10.000 anciens francs par mois; il y a d'autres exemples de tels succès dus uniquement à la combativité personnelle des gars.

Le 14 décembre, même cafouillage que celui relevé dans d'autres boîtes (voir ICO N° 56, janvier 67); les syndicats avaient prévu deux heures de débrayage dans la matinée, mais l'ont reporté deux heures avant la sortie sous le prétexte que la direction augmenterait les cadences pour récupérer; mot d'ordre maintenu avec succès chez les horaires mais aucun débrayage chez les mensuels.

Pas de mot d'ordre jusqu'ici pour le 1<sup>o</sup> février.

ENERGIE ATOMIQUE /

Saclay- banlieue de Paris.

Les femmes de ménage ( voir ICO N°43 novembre 65 ) ont finalement obtenu 50.000 anciens francs de dommages intérêts chacune de leur ex-employeur ("l'audacieuse") condamnation prononcée par le Tribunal de Palaiseau. A noter que la direction du CEA mettait des cars à la disposition des femmes pour se rendre aux séances et manifestations.- Aucune activité syndicale ou politique malgré la journée du 1<sup>o</sup> février et les élections.

JEUMONT-SCHNEIDER /

électro-mécanique, St Denis, banlieue de Paris.

Le débrayage du 14 décembre a été peu suivi: maximum 1/3. Les travailleurs y croient de moins en moins. Pour des revendications de type général on voudrait que le mouvement qui se répète tout le long de l'année soit d'une autre ampleur. Par contre, dans certaines équipes, les débrayages pour des questions particulières sont mieux suivis. Les copains se retrouvent entre eux à 100% et chacun participe entièrement (discussion, délégation, etc...) Il y a encore un de ces ateliers de montage



qui continue sous la forme d'une diminution collective de boni. Notons que la majorité des ouvriers dans cet atelier sont des non-syndiqués. Le contremaître lui par contre, est syndiqué à la grande CGT. Cet atelier a débrayé également le mois dernier pour défendre un ouvrier en période d'essai, licencié par le contremaître en question lequel mécontent qu'on le critique a même démissionné du syndicat. Tract CGT relatant l'attitude d'un autre cadre syndicaliste CFDT qui demandait le licenciement d'une employée. Dans cet atelier la direction vient d'accorder une augmentation aux sept gars qui ne suivaient pas le mouvement; les autres continuent. Dans un labo, les quatre employés mécontents de l'augmentation ont demandé un bon de sortie à 7h30 pour la journée en donnant le motif et ont fait leur grève la journée sans rien dire à qui que ce soit.

Des bruits de licenciements circulent en raison de regroupements dans le trust Jeumont-Schneider: 4500 seraient licenciés, 2000 seraient reclassés. L'usine de St Denis ne serait pas touchée mais la câblerie serait retirée de Jeumont-Nord pour être confiée à Alsthom.

Prime de fin d'année baptisée "prime de fidélité". Il faut croire que plus on monte dans la hiérarchie, plus on est fidèle. Pour les manoeuvres et OS, de 31 Frs (6 mois) à 290 (20 ans) - Pour les professionnels de 34 frs (6 mois) à 362 (20 ans). - Pour les mensuels 46% du salaire de base (37% du salaire réel) - Pour les ingénieurs et cadres 80% du salaire réel.

Depuis un certain temps, Jeumont embauche par contrat de 3 ou 6 mois - surtout des femmes - dans l'atelier de montage des relais. Silence des syndicats. Pratiquement personne n'est au courant.

E.D.F. /

Marseille.

Discussion pour la grève du 1<sup>o</sup> février: la base voudrait des coupures pour la journée, mais les syndicats ne sont pas d'accord. La CGT organise une réunion de racolage pour les jeunes: construction de "célébarium" pour les isolés, organisation de bals...

( ce camarade de Marseille doit nous transmettre des informations sur la grève des dockers qui apparaît être une sorte de grève sauvage ).

ENSEIGNEMENT /

Evolution marquée de la Fédération de l'Education Nationale vers la CGT et la CFDT. Le Syndicat National des Instituteurs farouchement opposé à tout contact admet maintenant les contacts dans certaines conditions. Il est possible que cette évolution soit en rapport avec la campagne électorale, mais cela semble aller plus loin vers une réunification syndicale, la FEN jouant un rôle charnière entre CGT, FO et CFDT; tout ceci sous la pression de la tendance CGT au sein du SNI.

RENAULT /

Billancourt.

Pour la grève du 1<sup>o</sup> février aucun mot d'ordre n'est encore lancé le 26 janvier. Il ne semble pas que les syndicats le feront car ils ont signé avec la direction une limitation du temps de grève et s'il est dépassé les sanctions tombent.

Les ouvriers ne semblent pas chauds: tout va tomber encore dans des histoires de récupérations. De plus personne ne croit à la reprise durable: les usines de bagnoles ralentissent aux USA, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre. Décentralisation de la fonderie et des forges qui partent en Bretagne. D'où des déclassés importants.

TRAVIUX PUELIQS /

( grande banlieue de Paris - entreprise spécialisée )

L'entreprise avait absolument besoin d'un travail de laboratoire pour le 31 janvier. Pour soutenir une revendication de salaire non hiérarchisée, les techniciens du labo bloquèrent les résultats, bien décidés à arrêter le 31 si



aucune réponse n'était donnée. Avant le 15 janvier, chacun a reçu une lettre qui accordait ce qui était demandé ( 10 % pour les salaires les plus élevés, 15 % pour les plus bas, alors que la direction n'avait accordé en décembre que 8 % à tous )

### FAMILLE ET PRODUCTIVITE

...C'est ainsi qu'à l'usine SGS-Fairchild de Rennes, on a pu constater ce phénomène de surproductivité. Cette dextérité exceptionnelle a été notée surtout parmi les membres d'une même famille employés dans l'usine. Le cas le plus remarquable est celui de trois soeurs d'une famille de 12 enfants, qui sont âgées respectivement de 19, 18 et 17 ans et dont le rendement dépasse la normale de plus de 25 %. Mais il n'est pas unique: la direction de l'usine estime qu'on est en présence d'une stimulation réciproque entre soeurs. Aussi se prononce-t-elle en faveur de l'emploi de membres d'une même famille, d'autant que, du même coup, plusieurs autres problèmes, notamment celui du logement, sont plus facilement solubles. (Planars News)

PTT

Centre de tri - Paris

Voici le texte d'un tract diffusé anonymement par des jeunes (il semble qu'il s'agisse d'étudiants travaillant en dehors de leurs études, mais ce pourrait être aussi une tentative d'une organisation, syndical ou autre d'amorcer un "mouvement de la base" pour tenter de recruter les jeunes qui ne viennent pas à eux )

"Les auxiliaires s'organisent...."

Licencier sans préavis

"Vous connaissez vos camarades : Mathey, Marteau, je les ai faits licencier personnellement". Ainsi s'exprimait un inspecteur voulant faire pression sur des auxiliaires.

Une voix s'éleva dans la rangée :

"Mathey, c'est moi, Monsieur"

En quelques mots, les méthodes arbitraires de l'administration furent mises à vif. L'inspecteur refusa de donner des explications valables.

"ça ne vous regarde pas" dit-il. En tant qu' A.N.T.O., notre licenciement n'est pas notre affaire.

Motif : le rendement

Nous A.N.T.O., sommes vulnérables de par notre instabilité forcée par la direction. Il est inadmissible d'exiger un rendement de notre part. Ainsi, l'un des deux licenciés, Mathey, a été contrôlé dans un service qu'il connaissait qu'après l'avoir effleuré.

L'armée irrégulière

Avons nous affaire à une annexe de l'armée, avec ses adjudants, ses rapports amplifiés, dès qu'ils gravissent les marches d'une hiérarchie sans galons mais tenue par les avancements.

Un fil sous les pattes

A.N.T.O. nous n'avons aucun statut, aucune garantie

Avant d'entrer dans les locaux abjects du P L M, nous signons un contrat de NON-SECURITE en étant plus clair : un contrat spécifiant que nous ne valons pas plus que le sac que nous fermons : aucun préavis de licenciement, licenciement sans motif valable, aucune prime, salaire ridicule.

Des fleurs empoisonnées

Actuellement 45% des chômeurs ont moins de 23 ans. Les étudiants travaillent la nuit, suivent des cours le jour. Connaissant ces conditions d'exploitation favorisées, l'administration ouvre une petite porte de service. Nous nous y ruons, c'est la seule ouverte. Nous acceptons un travail fastidieux. Devons nous être réduits au toutou tête baissés ?

Colère objective

Le problème de Mathey et de Marteau amplifié à son échelle véritable débouche sur une action à mener. Ces deux licenciements ont été précipités en essayant de sabrer toute action possible, d'éviter toute mise à jour des dessous crasseux d'un régime paramilitaire. Une signature au bas d'un papier ne peut pas "mettre en sac" la colère et la spontanéité des A. N. T. O.



### Organisons notre défense

Ces deux licenciements nous jettent la vérité à la face comme une claquette qui réveille. Ce n'est plus un choix mais une nécessité qui nous presse. En tant qu'U.N.T.O., nous devons nous organiser:

- les étudiants "travailleurs de double journée"
- les jeunes travailleurs sans emploi même avec un C.A.P.
- les auxiliaires, épris de liberté, dégoûtés d'un système économique n'offrant aucune responsabilité d'homme.

Pour soutenir la grève avec virulence, pour voir ensemble les objectifs à atteindre et nos moyens d'action, entre copains de supplément. Salut. Des auxiliaires conscients.

(on ne sait pas la suite qui a été donnée à ce tract)

### D'UN CAMARADE DE LA LOIRE /

(région de St Etienne)

Au sujet de la situation économique de la région stéphanoise, vous avez bien raison, la situation est assez critique, mais commençons par le début.

La région industrielle de St Etienne qui se compose en gros des environs de la ville plus de deux vallées: celle de l'Onsain (La Ricamarie, Firminy), celle du Gier (St Chamond, Rive de Gier) est une vieille région industrielle. Le bassin minier était très important puisqu'il y a encore une dizaine d'années le nombre des mineurs dépassait les 20.000.

Le textile aussi était très répandu et ceci dans toute la Loire. Les boîtes étaient souvent installées auprès de petits bourgs. La région avait aussi une bonne réputation quant au travail du fer et des métaux: la métallurgie tient une place importante dans les industries de la région. Ce qu'il faut noter surtout, dans tout ce qui concerne la construction mécanique est le nombre très important de petites boîtes. Il n'est pas rare de voir à St Etienne ou dans la région des ateliers travaillant à 3, 4, 10 ouvriers. 2 tours, une fraiseuse, et l'on se mettait comme on dit, à son compte. Pour certains, ça a bien marché puisqu'il y a un nombre assez élevé de boîtes de 20 à 50 ouvriers ou même plus, ou l'on ne fait que du sous traitant. Mais ceci montre le caractère artisanal souvent de l'industrie mécanique de la région.

Depuis quelques années tout a commencé à changer:

1) le charbon de la Loire n'est plus "compétitif"; l'extraction est difficile, la qualité paraît il est moyenne. Le nombre de mineurs doit être ramené à 4.000 en 1970. La fermeture des mines suivrait rapidement; actuellement le nombre des mineurs doit être de 8 à 9.000.

2) le textile lui aussi est en perte de vitesse; je n'ai pas de chiffres, mais il doit être considérable; seules les boîtes qui ont su se convertir au travail du nylon ont pu tenir le coup. Toutes celles qui travaillaient le ruban ont pratiquement disparu.

(il en est de même pour l'industrie du cycle)

3) La métallurgie est aussi un gros morceau, car les grosses boîtes de la région ne donnent pas toutes des produits "compétitifs". Depuis de nombreuses années, elles ont souvent tourné avec des subventions. Alors que les marchés étaient plus faciles. Avec l'ouverture complète des frontières, la situation va devenir vraiment critique. Cette année passée, il y a bien eu un certain nombre de fusions concentration (Movilor, C.A.F.L., Schneider, etc...) Mais il semble qu'il y ait eu un ralentissement (peut être à cause des élections de mars prochain). De toutes façons, il est prévu une



réduction de 1.200 personnes en 1967 sur l'effectif de la C.F.T. sur 5 à 6.000 ouvriers. Il est d'ailleurs curieux de voir les effets de la concurrence dans la région. Je travaille dans une boîte de 100 ouvriers qui fait essentiellement du travail de sous-traitant (boîtes de vitesse, réducteurs, etc...) Depuis quelques temps, le travail diminue. Aussi, la direction reprend tout le travail qu'elle donnait à faire dans les autres petits ateliers qui se trouvent ainsi privés de travail. Les grosses boîtes licencient et les petites ne vont pas tarder à le faire.

Quelques mots sur les industries nouvelles. Pratiquement peu de choses, une boîte d'électronique a pris de l'essor (C.A.C. visitée par Pompidou lors de son voyage dans la région). On a parlé beaucoup dans la presse et à la télévision de la région industrielle de Sorbier qui est tout près de St Etienne. Cela a été monté en épingle dans un but électoral. Car il y a peu de choses dans cette région dite industrielle : 3 ou 4 boîtes de St Etienne ont été installées, mais ce n'est même pas de nouvelles boîtes. Tout au plus une centaine d'emplois nouveaux.

Quelle est la position et la réaction des ouvriers face à ces concentrations, au chômage, à ces bas salaires. Car, comme on le comprend, les salaires dans la région sont bas : de 15 à 18 % de moins que la moyenne nationale disent les syndicats. Les salaires les plus bas, on les trouve parmi les ouvrières du textile. Les ouvriers qui travaillent dans l'armurerie (petites boîtes) sont aussi très mal payés ainsi que dans le cycle. Les conditions de travail sont de plus en plus difficiles puisqu'avec un outillage souvent démodé et peu efficace, il faut être "compétitif".

Les réactions sont peu nombreuses et elles ne se font qu'au niveau des grandes boîtes. Là où ça bouge, les syndicats contrôlent rapidement les réactions ouvrières. Il n'y a pas de rupture nette entre les syndicats et les ouvriers comme dans d'autres régions. En gros, les syndicats font de l'agitation, mais dans le cas où une bagarre dure éclate dans une entreprise, ils font tout pour faire retourner les gars au boulot (voir la grève de Mavilor et celle plus significative encore de Morrel à Rive de Gier articles dans I C O n° 50 - juin 66)

Personnellement, je ne vois aucune fermentation de révolte. Je pense que s'il n'y a pas de réduction trop brutale d'emploi, les gars iront travailler dans la région lyonnaise ou quitteront la région. Il y a déjà un nombre très important de jeunes qui quittent la région chaque année.

J'ai assisté au mois de novembre au congrès local de la métallurgie de St Etienne. A part le rapport officiel du secrétaire, pas un seul délégué d'usine n'a soulevé ce problème de l'emploi et des conditions de travail : c'était absolument lamentable.

Il y a eu aussi la manifestation le jour de la visite de Pompidou à St Etienne le 12 novembre. Manifestation d'ailleurs assez agitée puisqu'un grand nombre de gars de la CFDT voulaient marcher vers la préfecture (mais jusqu'où allait la sincérité ou n'était-ce que surenchère syndicale). A noter qu'il devait y avoir 5.000 manifestants pour au moins 5.000 flics.

#### CITROËN A RENNES /

Le 21 décembre, un délégué du personnel CGT des usines Citroën de Rennes (La Janais et La Barre Thomas - 8.000 ouvriers), secrétaire du syndicat, Yannick Frémin était gifflé par deux fois par le chef de secteur, Schwanhard.

Voici ce qu'un camarade de Rennes nous écrit :

Je t'envoie une coupure du journal de la région (Ouest France). L'article est objectif sauf sur certains détails que je viens d'apprendre :







# accords d'entreprise RENAULT

## QUE CONTIENT LE NOUVEL ACCORD D'ENTREPRISE ?

- signé par CFDT, CGT, FO, SIR, refusé par la CGC
  - durée 2 ans, s'applique à toutes les usines Renault.
  - pour horaires et mensuels :
    - / augmentation garantie de 4% par an ; primes de nuit majorées de 10%
    - / Indemnité de départ en retraite avant 65 ans calculée sur la base 65 ans
    - / décès par accident du travail : paiement de 3 années de salaires.
    - / congé de 2 jours pour mariage d'un enfant, 3 jours pour son décès
    - / congés de "formation syndicale" indemnisés à 50 %
    - / franchise d'heures pour que les femmes enceintes puissent apprendre à accoucher sans douleur ....
  - pour les horaires seuls
    - / congés payés supplémentaires pour ancienneté : 2, 3 ou 6 jours entre 10 et Plus de 20 ans chez Renault.
    - / maladie : indemnité journalière de 8 F
    - / Retraite : lors du départ 1 mois de salaire + 1/5 de mois par année
  - pour les mensuels seuls
    - / prime d'ancienneté de 17 % après 20 ans
    - / prise en charge par le patron de 1,25% de cotisation retraite ce qui donne une augmentation de salaire équivalente pour les seuls cadres
- (le texte complet de l'accord a été publié par Voix Ouvrière n° 73 - 10-1-67 accompagne d'un historique des accords Renault )

## L'ACCORD SUR LE FONDS DE REGULARISATION

- signé par CFDT, CGC, FO, SIR et refusé par la CGT (qui signera dans trois mois après avoir "consulté ses adhérents" )
- durée un an, reconduit automatiquement
- Renault verse 15 millions N F
- en cas de réduction de l'horaire "normal" ( 48 heures ), les ouvriers de plus de 3 mois de présence reçoivent une indemnisation ( 100 % pour la première heure ou 50 % si la réduction d'horaire a lieu sans réduction de salaire )
- par une clause de l'accord ( article 19 ) les organisations syndicales s'interdisent de mener des luttes pour la réduction du temps de travail lors de l'utilisation du fonds et de ne rien faire lors du rétablissement de "l'horaire normal de 48 heures " . Autrement dit, le mot d'ordre "40 heures payées 48" restera sur le papier, jamais dans les actes.

## LES OUVRIERS DE RENAULT

ont trouvé le contenu des accords tout à fait normal, à la manière d'une amélioration du règlement ; ils n'ont pas sauté de joie en disant qu'ils avaient remporté une victoire. Ils savent fort bien que ce ne sont pas les quarts d'heure de grève faits par une minorité qui y sont pour quelque chose.

Il faut tenir compte aussi du fait qu'il y a une forte proportion d'ouvriers étrangers (25 français sur 140 ouvriers dans l'atelier où je travaillai). Pour eux, ou bien ne compte que la paie et la possibilité de retourner au pays, ou bien, comme les noirs, ils ne savent rien et peuvent toutes les escroqueries possibles.



## LE POINT DE VUE DES SYNDICATS

" Cet accord est le reflet des luttes menées par les travailleurs en 1966 ..." ( Voix de l'Usine Renault - CGT n° 26 - janvier 1967 )

" S'il apporte aux travailleurs horaires des avantages qu'il ne faut pas négliger ... des catégories sont laissées de côté comme les mensuels ..." ( Voix de l'Usine Renault - CGT n° 26 )

" Il est absolument indispensable de développer la lutte revendicative... Tous les coups portés à la direction , y compris les pétitions et les délégations permettent de freiner et de faire reculer celle-ci ..." ( tract CGT - Renault - I3-I-67 )

## LE SENS DES ACCORDS

En décembre 1962 , on fit beaucoup de bruit autour des accords Renault. Officiellement , les syndicats entérinaient par leur signature une politique et une fonction qu'ils assumaient depuis des années et souvent d'une manière fort efficace notamment en 1936 ou en 1944-47 ; mais c'était effectivement la première fois que , sur le plan d'une entreprise importante ( le bastion ouvrier ) ils se liaient avec les dirigeants pour assurer l'exécution d'une réglementation capitaliste ( le plan ) . On fit d'ailleurs beaucoup moins ressortir ce fait que des points secondaires qui n'étaient pas nouveaux pour les syndicats : l'acceptation de discussions secrètes , la limitation du droit de grève .

L'accord de décembre 66 contient les mêmes choses , avec en plus la renonciation de revendiquer réellement le retour aux 40 heures ( un décret vient de préciser les conditions d'applications de la loi de juillet 65 qui fixait à 56 heures le plafond de l'horaire hebdomadaire ) . Mais cette fois cela fait beaucoup moins de bruit .

C'est qu'en 4 ans beaucoup de choses se sont précisées : l'accord Renault a fait des petits nombreux et tout autant édifiants . Tous ceux pour qui la " lutte dans le syndicat " est une nécessité politique avaient alors crié " à l'intégration " , " à la trahison " ; ils ont pondu des motions de congrès , des articles vengeurs , mais que peut faire toute cette agitation contre des structures de la société capitaliste qui n'ont fait que se matérialiser alors qu'elles existaient dans les faits bien auparavant .

Dirigeants d'entreprise et dirigeants syndicaux s'entendent pour fixer des conditions de travail nécessaires aujourd'hui au bon fonctionnement de l'entreprise capitaliste moderne . Ils y mettent ce qu'il faut de formes pour sauvegarder leurs intérêts respectifs . Dans les quelques concessions ou garanties que contiennent les accords ils tiennent compte éventuellement de la lutte de classe , non pas parce que des luttes les ont contraints à accorder quelque chose , mais parce que l'entreprise capitaliste moderne doit essayer d'éviter des conflits dangereux pour son existence même .

Ce que nous écrivions dans le numéro 14 d'I C O ( janvier 63 ) peut être répété :

" Renault , usine nationalisée est une entreprise capitaliste dans une société capitaliste . Sur le marché de l'automobile , c'est une concurrence acharnée , en France dans le marché commun , sur le plan mondial . Une entreprise capitaliste ne peut tenir qu'en se modernisant sans cesse , c'est à dire en trouvant de l'argent pour investir , construire des usines nouvelles , remplacer des machines , modifier les chaînes de fabrication . L'argent , la Régie , comme toute entreprise le trouve en réduisant les prix de revient , en comprimant le plus possible les salaires , en accroissant la productivité du travail ( augmentation des cadences par exemple ) car d'un autre côté , la concurrence l'empêche de jouer sur le prix de vente des voitures . Tout cela est l'objet de plans de production dans lesquels les machines , les matières premières , les ouvriers sont des éléments de ce que les dirigeants appellent les plans de production . Pour que tout tourne bien dans l'intérêt des



dirigeants , ceux de la Régie et d'ailleurs , pour que les décisions qu'ils ont prises soient exécutées ( autrement dit pour que le plan soit respecté, il faut que les ouvriers restent les " choses " que l'on manipule dans les plans , il ne faut pas qu'ils coûtent plus cher que les dirigeants en ont décidé par avance , il faut que la production , en toute circonstance soit assurée " normalement " . Dans une usine gigantesque comme Renault , le moindre accrocs dans un coin , peut bloquer toute la production : il ne faut pas qu'un conflit localisé puisse arrêter l'usine , il faut que la direction puisse connaître ce qui se passe partout, pour éviter une grève ou pour la stopper, avant qu'elle ne s' étende ou qu'elle ait des conséquences graves pour le plan de production ... Les syndicats sont des intermédiaires tout trouvés pour aider les dirigeants à réaliser leurs plans , c'est à dire à bien gérer l'entreprise . Leur fonction consiste aujourd'hui à tout faire en toute circonstance pour que tout tourne normalement . " ( les camarades peuvent relire dans ce numéro 14 , janvier 63 , p 4-5-6-7-8-9 , la discussion qui avait été consacrée aux accords Renault de décembre 62 )

## UN FILM

DU COURAGE POUR CHAQUE JOUR ( film tchèque )

Chez un homme , c'est l'état de l'ensemble des problèmes sociaux , et c'est sa situation sociale particulière qui donnent son sens à chaque moment de l'existence .

Aussi évident qu'il paraisse , ce point de vue est rarement adopté dans les oeuvres de cinéma , en France particulièrement . Chacun sait qu'ici tout le monde est milliardaire , gangster , étudiant ou photographe de mode . On ne présente ou explique les personnages qu'en fonction des objets et moeurs ( = objets ) qui leur appartiennent : leur Ford Mustang , leur Ennui , leurs casinos , leurs " petites pépées " , etc...

" Du courage pour chaque jour " montre un ouvrier dans ses relations avec toute la société à travers la conscience qu'il en a . Mais l'intérêt majeur du film , c'est que c'est un tchèque qui nous montre que dans son socialiste pays :

- le travail n'ennoblit ni n'amuse personne , pas même un ancien " travailleur de choc " ; certains individus ont des voitures, de l'argent , n'en fishent pas lourd ; la masse des gens ne rêvent que de gagner plus de fric et ne " s'intéresse à rien " , pas même à " élever son niveau culturel " .

- les journalistes sont aussi nuisibles qu'ailleurs ; tout ce que disent les responsables politiques , c'est du bla-bla-bla ; on se cocufie comme partout ailleurs, dans les mêmes conditions ; une fille et un garçon ne doivent pas coucher ensemble s'ils ne sont pas mariés ; les fêtes et loisirs qui existent sont emmerdants comme la pluie...

Le jeune ouvrier , de choc et solide militant , sent s'évanouir en face de tout ça sa vocation de communiste - guide du peuple ....

Comment le pays en est il arrivé là ? Qui accuser ? Reste-t-il des raisons de vivre ? Le garçon est désespéré : s'est il donc donné tant de mal à militer pour des prunes ? Si les hommes restent , malgré tous ses efforts , aussi égoïstes , il ne saurait y avoir là dessous qu'une méchante fatalité , voilà la philosophie qui sous-tend le film . L'histoire finit en queue de poisson : le pouvoir tchèque qui a déjà interdit un an la sortie du film ne peut pas admettre d'autre fin . Supposez que le héros renverse son raisonnement et reconnaisse par exemple que son action politique appartient à ce mode de vie qu'il critique et a même contribué à le promouvoir .

Le parti communiste et l'intelligentsia tchèque ne peuvent tolérer et fournir que des solutions religieuses , liées à la résignation . Mais ils semblent contraints à plus de sincérité sur le sort de la classe ouvrière . En conclusion , le film s'arrête là où il devrait commencer : quand le jeune ouvrier décide de continuer à vivre dans ce monde

Il ne faut pas demander à " l'Art " d'affronter la vie réelle , vraie , celle qui est à faire chaque jour .....



# LIAISONS

## I REUNION DES CAMARADES DE PARIS

21 janvier 1967 - 28 présents (assurances , banque , Chaussôn , édition E D F , énergie atomique , enseignement , études de marché , étudiants , imprimerie (presse et labour ) , Jeumont -Schneider , Renault , Rhône Poulenc , travaux publics )

1° Informations d'entreprise : voir "les travailleurs en France "

2° Critique du dernier bulletin ( n° 56 - janvier 1967 )

- Rectificatif : page 2 -Jeumont -Schneider : ce n'est pas un débrayage de 4 heures mais un débrayage à 16 heures .

- Le salaire donné page 14 pour un P 3 ( 2.000 par mois ) paraît exceptionnel même pour un horaire de 56 heures . Chez Jeumont , un P 3 se fait entre 5 et 6 francs de l'heure . Chez Renault , un P3 se fait pour 48 heures environ 1.300 F ce qui donnerait environ 1700 F pour 56 heures . Chez Renault , le salaire horaire va jusqu'à 5 F (manoeuvre) et 7 à 8 F ( O S ) , en y incluant des primes diverses ( salissure , chaleur ) ; les conditions de travail entrent dans une large part dans les écarts de salaires . Pour ceux qui travaillent aux pilons , l'effort physique s'ajoute à la chaleur ; par contre dans le reste des forges , c'est la chaleur et l'air purifié par la fumée plus que la dépense physique qui explique les écarts .

- Discussion sur l'action dans les entreprises -page 15

Le camarade de Jeumont déclare que le tract de Lutte de classe ( G L A T ) n'a pas suscité seulement des réactions hostiles . Certains ouvriers l'ont trouvé sympathique et exprimant des vérités .

Le camarade du G L A T demande la rectification de la phrase : " Le camarade du G L A T , en cette occasion répète qu'il faut bien dire ce qu'on pense par tous les moyens au lieu de laisser les ouvriers faire leur propre expérience et en tirer les leçons " ; au lieu de " est de trop , le GLAT entendant apporter des éléments d'informations et d'expérience aux travailleurs , mais nullement se substituer à eux ( pour les positions respectives du GLAT et d'I C O , voir le supplément au numéro 55 d'ICO -décembre 66 " qu'est l'organisation " et une lettre d'un camarade dans ce numéro )

3° Correspondance : lettres dans la rubrique correspondance ; des camarades donnent un résumé de journaux et d'articles reçus du Japon et d'Allemagne .

4 ° Deux camarades de LA VOIE ( bulletin d'action communiste - BP n° 21 - 77 Lagny ) ont assisté à la réunion . Ils parlent de l'origine de leur groupe formé principalement d'intellectuels et d'étudiants ayant lutté contre la guerre d'Algérie ( Front universitaire antifasciste ) et qui , à travers les syndicats , essaient de définir une orientation révolutionnaire . De la réunion à laquelle ils viennent d'assister , retirent l'impression :

- d'une part qu'au cours de la réunion il ne soit pas tenté de définir une position commune , par exemple en vue de la grève du 1<sup>er</sup> février lancée par les syndicats .

- d'autre part que certains camarades se placent en spectateurs des luttes et ne se mettent pas en avant .

Ces deux ordres de réflexion montrent des divergences entre les positions de ces camarades et celles d'I C O . Il pourra en être discuté lors de la prochaine réunion sur la base d'un texte de ces camarades sur les syndicats .



## 5° CE QUE NOUS SOMMES , CE QUE NOUS VOULONS

Quelques camarades ont proposé une modification du texte de présentation d'I C O D'une première discussion ,il est apparu qu'il fallait conserver l'essentiel du texte actuel ,de faire la nouvelle rédaction aussi brève que l'ancienne et de n'y ajouter que les précisions nécessaires pour éviter certaines ambiguïtés ( par exemple sur l'organisation ) . Nous avons mis en dernière page côte à côte le texte ancien et le texte modifié ( les passages remaniés sont soulignés ) .Les camarades de Paris ont donné leur avis ; tous les camarades d'I C O sont appelés à donner le leur.

Voici un extrait de lettre reçue depuis la réunion :

"Bien que d'accord sur toute la ligne ,je crois que le passage concernant  
"les syndicats (2eme paragraphe ) est un peu dur et risque de rebuter les  
" "syndicalistes " ( non syndiqués ) déçus mais néanmoins encore croyants .  
"Et j'ai pu constater qu'il en existe beaucoup et que ceux là ne voient pas  
" dans le syndicat un appareil de gouvernement "

## 6° ORIENTATION D'I C O

A côté des informations touchant le mouvement ouvrier -qui restent l'essentiel du bulletin - ,d'autres textes plus généraux ou abordant des problèmes autres que ceux du travail et des entreprises ont parfois été publiés ;mais il faut bien le dire au hasard des circonstances et des choix individuels de tel ou tel camarade . Le texte qui suit est une proposition d'un camarade pour tenter de définir les domaines d'intérêt qui pourraient être abordés dans I C O de manière plus systématique . Il apparait d'autre part que les discussions autour de ce thème ne pourraient avoir lieu qu'au cours de réunions autres que la réunion habituelle d'I C O.

A la question de principe posée par ce texte ,s'ajoutent donc des questions pratiques -notamment pour que tous les camarades puissent participer à cette discussion si elle a lieu.

Aux problèmes que pose la réalité sociale et plus généralement humaine ,sur laquelle "le mouvement ouvrier "traditionnel (partis et regroupements s'auto-appelant "révolutionnaires ") s'est cassé le nez ,il n'y a toujours pas d'autres réponses que celles données il y a un siècle par quelques penseurs . Des remises en question importantes ont été faites sur des points particuliers :syndicalisme ,organisation,conseils ouvriers ,capitalisme, bureaucratique ....Les critiques plus générales (Socialisme ou Barbarie , situationnistes,etc..) ne se déroulent que sur le terrain de la philosophie, des concepts ,des abstractions . Pour des raisons évidentes ,ces gens ne peuvent (ou préfèrent ne pas ) s'attaquer aux idées traditionnelles sur le prolétariat-et-sa-mission ,sur la hiérarchie ,sur le conditionnement des individus par exemple .

A I C O jusqu'à présent ,il n'a pas été possible de s'attaquer à ces questions . Doit-on pour cela se conformer aux habitudes acquises ,et se référer uniquement aux vieux schémas

o

o o

Entre autres ,il serait nécessaire de préciser trois points .

D'abord ,il ne suffit pas de décrire les luttes ouvrières . Amèneront-elles la révolution ? Comme on le sous entend généralement ,et quel genre de révolution ? foncièrement anti-bureaucratique ? Si non ,les mouvements prolétariens amèneraient ils l'abolition de tous les privilèges ? le socialisme ? L'observation de la réalité doit servir à répondre à ces questions fondamentales beaucoup plus qu'à démystifier les propagandes politiques momentanées.



Deuxièmement, il faut définir davantage les causes et les mécanismes de la répression à notre époque. Le pouvoir, la propriété jouent sur les hommes bien au delà des institutions politiques et du domaine financier; la hiérarchie aussi nous conditionne bien au delà du souci de l'égalité des revenus. Comment faut-il donc en faire la critique? Celle qu'en fait I C O jusqu'à présent, est-elle suffisante? Enfin, on en vient à la notion plus vaste de travail. Pourquoi le travail? A quel besoin subvient-il? Faut-il dire que l'homme est fait pour le travail?, ou admettre qu'il a d'autres besoins, fort différents, peut être même opposés à ce dernier? Le travail n'est peut être qu'un moment dans l'évolution de l'espèce humaine, qu'une nécessité dont elle est sur le point de venir à bout.

En conclusion, peut-on poser la question de savoir si ces problèmes sont dignes d'être discutés -s'il est nécessaire de les discuter... et comment?

7°

PROCHAINE REUNION  
Samedi 25 février 1967 -heure et lieu habituels

## correspondance

d'un camarade de Lyon.

"...le travail". C'est une façon de parler, car ce que je fais effectivement est pratiquement nul. L'ennui est évidemment la présence obligatoire. La quantité de travail que la bibliothèque demande, assez réduite, fait d'ailleurs paraître ridicule les discours sur l'efficacité dont on nous gratifie. Les services sont organisés de telle façon que chaque bibliothécaire est à peu près autonome et que personne ne vient voir ce qui se passe chez lui. Dans la mesure où lui même laisse ceux qui travaillent avec lui s'organiser entièrement à leur façon, le rythme n'a rien d'épuisant. Je pense que les conditions sont très différentes de ce qu'elles peuvent être dans une boîte où il y a un réel contrôle du travail fourni. Le fait est, que depuis un an, il s'est introduit un certain nombre de modifications dans la marche du boulot (fiches tapées à la machine automatique, les bandes perforées servant également à établir les listes mensuelles de nouvelles acquisitions), en somme, essai de mécanisation avec les conséquences qui en découlent, mais une inertie générale, sans compter l'opposition ouverte de quelques uns (dont un vieux bibliothécaire dans la tradition érudite) empêche ces innovations d'avoir des effets importants. Nous devons en outre un climat assez détendu au fait qu'il s'agit d'un service d'université et que le travail n'est pas mesurable aisément: celui de bibliothécaire pas du tout (lecture de revues spécialisées pour les acquisitions), celui des employés de bureau guère non plus: le catalogue d'un bouquin peut prendre 10 minutes, ou 1 heure ou plus.

Nous venons de recevoir I C O. J'y ai remarqué surtout le texte "Syndicats et mouvement ouvrier" -dont le contenu n'est pas nouveau mais qui offre une formulation claire de positions de base. Le projet de reprendre à fond la discussion (ou plutôt l'entreprendre) sur les questions organisations -minorités agissantes -est certainement très bon. J'avais pensé à une vue d'ensemble de la question que je rédigerai un de ces jours pour prendre part à la discussion."



d'un camarade de Grenoble

J'ai lu avec intérêt le dernier numéro d'I C O et le supplément sur l'organisation. J'ai prêté d'anciens numéros à divers copains de la région grenobloise et je pense qu'ils te donneront signe de vie un jour ou l'autre. En effet, plusieurs d'entre eux sont fort intéressés par les activités d'I C O. Nous fréquentons presque tous le cercle "Questions actuelles du socialisme" qui a été créé dans le même esprit d'ICO. Il existe depuis deux ans et rassemble des copains d'horizons différents (trotskystes, anarchistes, militants de l'UNEF). La plupart d'entre eux sont des étudiants et des enseignants. Ce cercle d'études examine sans dogmatisme les problèmes du socialisme et du mouvement ouvrier par l'échange d'informations et la libre discussion. Les derniers sujets traités étaient : "l'expérience yougoslave et le monde socialiste", "le problème de l'emploi à Grenoble", "la révolution culturelle chinoise", "l'Éducation nationale à l'heure de l'automation". Chaque réunion rassemble une trentaine de copains. La plupart d'entre eux seraient certainement fort intéressés par I C O.

de camarades de l'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

(c'est une réponse aux réflexions qui figuraient dans I C O n° 56- janvier 67- p 25 )

Nous croyons utile de préciser quelques points à propos de la critique du n° 56 d'I C O sur la brochure "De la Misère en Milieu Etudiant ..."

Vous devez savoir que nous approuvons fondamentalement cette position d'ICO qu'est le refus de toute organisation à prétention dirigeante par rapport au projet révolutionnaire. Mais nous ne croyons pas qu'une telle volonté d'"inexistence" puisse s'étendre jusqu'au refus d'une théorie précise, et des efforts organisés pour la soutenir. Nous ne croyons pas que le projet révolutionnaire puisse être entièrement suspendu aux moments d'apparition d'une spontanéité sans mémoire et sans langage.

Quoique la brochure en question ait été publiée, aux frais de l'UNEF, par des étudiants devenus anti-syndicalistes, plusieurs des rédacteurs de cette brochure ne sont pas et n'ont jamais été des étudiants.

Contrairement à votre camarade, qui fait état de nos envois à des "intellectuels de gauche" - dont évidemment nous n'attendons rien - nous estimons que communiquer aussi ouvertement que possible à des gens que nous insultons les textes qui les mettent en cause est une pratique de base découlant directement de toutes nos exigences communes.

Enfin, il est tout à fait inexact de dire que "tout ce qui est proposé en fin de compte" pour dépasser le système universitaire, c'est de ramasser des bourses d'études. Il nous paraît qu'il éclate aux yeux de tout lecteur que tout ce qui est proposé en fin de compte comme seul dépassement du système, c'est "le pouvoir des conseils ouvriers."

(Nous avons reçu également des tracts de "dissidents" situationnistes, mais il nous faut un traducteur (Le Pavé - HP 123 - R 8 - Strasbourg). D'autre part, les polémiques engagées à la Fédération anarchiste à la suite de la publication du texte "De la misère en milieu étudiant ..." ont provoqué une crise et de profonds remous, dont on trouve un son de cloche dans les derniers numéros du Monde Libertaire et un tout autre son dans des documents que l'on peut obtenir auprès de Bodson G - Poste Restante Boulogne - 92) - Reçu de l'Internationale Situationniste (B P 307-03 Paris) un tract en forme d'affiche "Attention, trois provocateurs" concernant les exclus de Strasbourg. D'un camarade allemand d'Essen, ces extraits de presse

Une augmentation des tarifs des chemins de fer et des transports en commun de la ville de Cologne ayant été décidée (les prix passant pour certains trajets de 80 pfennings à 1 mark soit 25 % d'augmentation), une démonstration a eu lieu le 21 juin puis une autre le 24 octobre 1966. Ces démonstrations ont été le fait de jeunes écoliers et lycéens des deux sexes. La police est intervenue avec sa douceur coutumière, embarquant sans ménagements les gosses dans les paniers à salade après les avoir copieusement battus, arrosés, tirés par les cheveux, trainés, etc... Bien entendu, des passants ont



pris quelques horions. Tout ceci a paru dans la presse à l'époque avec photos à l'appui.

Parmi les lettres envoyées aux journaux, on trouve deux sortes de réactions. Il y a ceux qui râlent parce que les parents ont envoyé les gosses faire des démonstrations dans la rue et qui, sans justifier les "brutalités policières" pensent que les gosses méritaient une bonne fessée.

Il y a ceux qui trouvent que les "brutalités policières" ont été particulièrement odieuses. Parmi ceux-ci certains s'en prennent aux membres du S P D (parti socialiste) qui ont décidé l'augmentation des tarifs au sein du conseil du "land" (conseil de pays)

Plus intéressantes sont les lettres de quelques jeunes qui s'en prennent au ramollissement des vieux et dont le thème est : les jeunes seuls sont capables de manifester parce que les vieux sont encroûtés. De plus, les vieux ont des voitures, alors, l'augmentation des tarifs des transports en commun nous touche davantage.

En résumé, la manifestation semble n'avoir été le fait que d'étudiants, mais on a également accusé les professeurs et instituteurs d'avoir "monté" les gosses.

#### D'un camarade d'Espagne

Avant le référendum : "... Pour Madrid, tu ne peux pas aller nulle part sans voir et entendre de la propagande pour le "oui". La radio et la télé sont mobilisées en permanence. D'après la presse, nous devons tous voter, les patrons exigeant le cachet du bureau de vote pour nous rembourser les heures perdues... Mais en fait le peuple est pour l'abstention et s'il vote, il le fera uniquement par crainte..."

#### D'un autre camarade d'Espagne

Après le référendum "... Nous avons le soit disant "référendum national". Il n'a pas été autre chose qu'une clownerie à l'échelle internationale quoique me semble-t-il, les résultats seront moins drôles par la suite. Les gens l'avaient tourné en dérision et racontaient de bons "chistes" (blagues) là dessus. Mais à l'heure de la vérité, ils sont allés pour la plupart aux urnes comme des moutons (peu importe ce qu'ils ont voté). Comme je n'avais pas l'âge, on m'a laissé tranquille mais par contre ils me considéraient assez grands pour travailler 16 heures le jour de Noël. Ayant refusé, j'ai fait seulement huit heures mais il a fallu quand même que je travaille pendant toutes les fêtes..." (ouvrier services publics)

## publications

### DU JAPON /

Des camarades anarchistes japonais nous envoient régulièrement leur journal mensuel (JIYU RENGO (Libre Fédération)) Nous venons de recevoir les numéros 123 à 126 c'est à dire les numéros de septembre 66 à janvier 67. Les questions théoriques qui y sont traitées concernent essentiellement le pouvoir et l'organisation. "On dit qu'une organisation doit exercer le pouvoir, mais c'est une mythologie. Il faut se libérer révolutionnairement de cette mythologie."

Ils étudient les mouvements actuels : mouvement ouvrier contemporain, particulièrement en Europe : révolution hongroise, révolution culturelle chinoise, histoire du parti anarchiste-communiste, etc... et consacre une partie de chaque numéro aux problèmes de la guerre, et à la lutte pratique et théorique contre la guerre du Viet-Nam qui est pour eux, on le sent, le grand problème pratique du moment. Pour 1967 ils s'assignent essentiellement deux buts : lutter contre la guerre, lutter contre les élections.

Ils dénoncent le capitalisme japonais comme lié au capitalisme américain dans la course aux bénéfices de guerre et mettent en avant la nécessité de l'action directe au Japon même. Le 21 octobre, une grève a été déclenchée par SOHYO (principal syndicat du Japon) pour lutter contre la guerre au Viet Nam. (suite page finale)



# discussion sur l'organisation

(voir supplément au numéro 55 -décembre 66)  
"QU'EST L'ORGANISATION ?"

## D'un camarade de Marseille

Vous avez fait preuve d'horêteté en nous soumettant le dossier du GLAT . Mais ,à mon sens ,c'est un coup malheureux :la critique d'ICO était la bonne et il n'y a pas à y revenir . Car si nous nous posons la question aujourd'hui : "une minorité organisée peut-elle assurer un rôle dirigeant ? " ,c'en est fini d'I C O qui va devenir une organisation pseudo-trotskyte comme les autres .

Certes ,le GLAT a le mérite d'habiller ses théories sous des dehors un peu nouveaux :ils reconnaissent aux masses le droit à l'autonomie .Mais ,comme l'autonomie n'existe pas actuellement (sinon ils pourraient aller se rhabiller ) ,ils veulent être les catalyseurs d'une action qui se fait attendre . Certes ,ils s'en expliquent par le "développement inégal de la conscience de classe " . Et ils expliquent naïvement que cette conscience existe dans leur "parti (...) centré sur des noyaux de militants dont tous ne sont pas engagés dans une entreprise " . En clair ,cela veut dire que quelques intellectuels sont impatients de jeter leur gourme ,et qu'ils n'ont pas le temps d'attendre que le prolétariat se décide .Ils ont d'autant moins le temps d'attendre qu'avant cinq ans ,si la révolution n'a pas eu lieu,ils auront sauté la barrière pour venir grossir les rangs des lecteurs de l'Express .Il serait intéressant ,à ce point de vue de s'inquiéter pour savoir ce que sont devenus les ex-révolutionnaires d'il y a 10 ou 20 ans .

Donc le GLAT faisant manifestement double emploi avec des organes tels que VO ,PO ,SB,La Vérité,etc... il n'y a pas lieu de s'y intéresser .ICO doit rester ce qu'il est .Ce qui importe au premier chef ,c'est justement ce qui doit permettre à ICO de prendre une importance réelle :1°organe de liaison de travailleurs pour confronter des expériences 2° organe de critique ,où la critique sera d'autant plus juste qu'elle ne visera pas un but intéressé .

Il faut abandonner une bonne fois pour toute l'idée selon laquelle la révolution ne pourra avoir lieu sans nous .Cela ne veut pas dire que nous n'avons d'autre chose à faire qu'attendre .Il n'importe pas davantage de développer une "pensée questionnante " type "Socialisme ou Barbarie"ou " Arguments " .

Ce qu'il importe ,c'est de combler le vide de l'information moderne ,laquelle consiste à masquer les problèmes réels .Il ne s'agit donc pas de lutter ,ni contre la bureaucratie ou la bourgeoisie en particulier ,mais contre la société dans son ensemble .C'est en prenant le problème de la société dans son ensemble que l'on se rend compte que le GLAT n'est jamais qu'une manoeuvre de diversion de quelques aventuriers de la révolution :leur volonté d'action ne fait que recouvrir leur orgueil immense d'être les accoucheurs de la société future .

Ce que nous réclamons ,plus modestement ,c'est d'être les maîtres de notre vie,et notre tâche est déjà immense de tenter de résister à l'étouffement par la société ambiante . Certes ,ce rôle n'a rien de spectaculaire ,et il paraît bien pauvre dans une société qui vit de spectaculaire ( consommation mythique ) . Tomber dans le piège de l'adversaire ,c'est être récupéré par lui ( Trotsky en vente dans les monoprix ) . ICO ne se justifie que s'il reste un organe de critique :exemple "les comités d'entreprise " . Le tout n'est pas de former des révolutionnaires pour 2 , 3 , 5 ans mais de garder des ouvriers conscients . C'est déjà pas mal .



# chine - U.S.A.

## NOTE CRITIQUE D'UN CAMARADE DE PARIS

Concacer une brochure aux visages de l'impérialisme à notre époque est certes une excellente initiative . Reste à savoir s'il est possible de mener à bien un tel projet en partant d'une analyse strictement empirique et pour aboutir à des conclusions strictement politiques ? Ne risque-t-on pas , en ce cas , de partir non de la réalité mais constatations partielles ( quand ce n'est pas fabriquées ) , pour arriver à proposer des slogans , et non une critique des sociétés d'exploitation ? A mon avis , l'article sur "la guerre Chine - U.S.A. " ( I.C.O. , n° 54 ; je dirai en abrégé l' A. ) démontre qu'un tel risque n'est pas imaginaire .

Analyse empirique , l'A. l'est dans la mesure ( très large ) où il néglige de forger en premier lieu ses instruments conceptuels , c'est à dire de répondre au plan théorique à la question : qu'est ce que précisément que l'impérialisme dans les années 1950-70 ? Si l'on prend pour base les théories classiques , celles de Lénine ou de Luxembourç par exemple , il est permis de conclure à l'inexistence , aujourd'hui de ce phénomène , et plus d'un " savant universitaire " occidental n'hésitera pas à l'affirmer avec des arguments assurément partisans , mais parfois difficiles à contester . En revanche , on ne trouve - du moins à ma connaissance - aucune interprétation nouvelle de l'impérialisme qui , tenant compte de l'évolution historique et recourant à quelques notions centrales , permettrait d'expliquer un aspect important ( s'il n'est peut être plus aussi fondamental que dans le passé ) du monde actuel . Or , non seulement l'A. n'essaie pas de combler cette lacune , mais encore , il semble ignorer jusqu'à son existence .

Il est facile d'étayer cette première critique . L'A range la Chine au nombre des pays impérialistes . Mais il s'agit en l'occurrence d'une affirmation gratuite puisqu'elle n'est accompagnée ni d'une définition ni d'une démonstration . On laisse entendre , conformément aux théories classiques , que l'impérialisme c'est la recherche de territoires pour y vendre ou y investir ( p. 13 ) , ou encore l'installation de bases stratégiques ( I2 ) . Admettons . En ce cas , d'après l'A. lui même , la Chine , pays arriéré , ne saurait constituer un " énorme marché " parce que , comme l'A. le note très justement les pays arriérés " ne peuvent plus acheter " aux pays évolués . Dès lors , on ne voit pas très bien en quoi les mobiles des E.U. , attaquant la Chine seraient impérialistes . Et voilà peut être la raison pour laquelle l'A. écrit entre guillemets l' " impérialisme américain " ?

Pour la Chine , c'est encore plus obscur . On nous dit : la Chine est " l'un des trois impérialismes dominants " ( I8 ) , un impérialisme " montant " ( I4 ) , un impérialisme " naissant " ( I3 ) et enfin " un pays pouvant se développer , de par sa population et ses ressources naturelles , en un impérialisme futur " ( I5 ) . Est-on sûr que ces définitions ne s'excluent pas un peu les unes les autres ? Et la démonstration est tout aussi peu convaincante d'ailleurs . La Chine , nous dit-on , " installe " au Vietnam , " sa domination totale sur les hommes " , ses " bases " ( I2 ) . Toutefois , le Pentagone américain qu'on veut croire aussi bien renseigné que les auteurs de l'A. , n'a pas encore signalé la création de telles bases . N'est-il pas notoire , au contraire , que la Chine se montre plutôt parcimonieuse sur le chapitre de l'aide au Vietnam ?



A l'inverse, n'est il pas abusif de prétendre qu'un impérialisme ourc-péen devra attendre pour se manifester comme tel une troisième guerre mondiale (17) Comme s'il était possible d'expliquer la situation présente d'une grande partie de l'Afrique, par exemple, sans l'intervention de la France, de l'Angleterre, de la Belgique et d'autres puissances européennes.

Si l'U. offre une vue tronquée de l'impérialisme contemporain, présente-t-il une conception plus solide du capitalisme en son état actuel ? Oui, certes, lorsqu'il rappelle - ce qui de nos jours en un cliché - que l'économie des E.U. est inconcevable sans l'existence d'un immense secteur de production improductive, militaire et spatiale en particulier. Mais peut-on affirmer, avec les théoriciens russes que cette nécessité est synonyme de décadence et de crise ? Il faudrait ici une réponse nuancée mais, en tout état de cause, les E.U. ont la "crise" pour le moins prospère et dynamique. De ce qu'il prétend la crise américaine, l'U. retient comme symptôme la persistance d'un chômage important (mais le capitalisme s'accommode parfaitement d'une armée de chômeurs, qui a pour effets de peser sur les salaires); la question raciale (mais a-t-elle vraiment des conséquences de grande ampleur dans la vie sociale ?) l'impossibilité d'écouler des dépenses d'armements, de recherche et de développement, etc..) l'émancipation économique et politique de l'Amérique latine (mais c'est à peu de choses près fabulation pure)

Il est indéniable cependant que l'économie américaine recèle des facteurs de crise. Mais il faut les chercher là où ils sont, dans les conditions mêmes de l'exploitation, et non dans des phénomènes épars. L'entretien d'un vaste secteur, qui a pour vocation le gaspillage ou la stérilisation du travail humain incorporé dans les produits et les machines, suppose en effet l'injection dans l'appareil productif global de gigantesques quantités de plus value, extraites du secteur de la production de marchandises classiques, par l'impôt, l'inflation, etc qui ne reviendront plus à la sphère d'accumulation du capital. Le marxiste américain Paul Mattick a montré qu'il y avait là un ferment de crise permanent et, sans aller jusqu'à ses conclusions radicales (et peut-être aussi trop rigides), certains fonctionnaires des partis socialistes d'Europe ont formulé des thèses somme toute analogues dans leur essence. Il semble que la connaissance, et donc la critique, du capitalisme occidental ait plus à gagner en explorant de ce côté qu'en se perdant dans des constatations partielles et purement empiriques, quand ce n'est pas fausses à la base.

On m'accusera d'obstination à la polémique, mais tant pis. L'U. me paraît plus insuffisant encore s'agissant de la Chine qu'en ce qui concerne les E.U. Par exemple, on nous explique (16) la révolution culturelle, les gardes rouges et le reste par des considérations purement politiques et toutes liées à la menace d'une guerre sino-américaine. Or, à l'époque des Cent fleurs, et autres périodes de détente intérieure en Chine, on a parfois soutenu que cette politique "molle" visait à élargir la base de masse du régime et, face à la menace de guerre, unifier le pays derrière ses gouvernants. On peut dire sans doute de la menace de guerre qu'elle constitue une donnée permanente de la situation mais, ceci posé, on ne sera guère avancé dans l'analyse : cette menace est-elle plus grave aujourd'hui qu'au moment de la guerre de Corée, par exemple ? Il faudrait, pour l'affirmer, avoir la mémoire courte.

L'U. s'interroge : "pourquoi les USA cherchent-ils à récupérer la Chine dans leur zone d'influence ?" (13). La question toutefois n'est réaliste qu'en apparence; posée en termes classiques, elle implique une réponse classique et, comme déjà souligné, parfaitement contradictoire : chercher à vendre à des gens qui n'ont pas les moyens d'acheter. De surcroît, au plan de la méthode, la question contient en elle même la réponse (si les E.U. veulent "récupérer" la Chine, c'est qu'ils veulent la guerre); on aboutit ainsi à une tautologie, à redire les mêmes choses avec d'autres mots, en restant sur place, et non à un essai d'explication.

Aussi bien, sans contester l'importance des relations internationales dans les sociétés contemporaines, il paraît préférable quand on veut comprendre ces



sociétés de ne pas négliger les rapports de production et leur évolution, donc l'évolution propre aux conditions d'exploitation du travail humain. Dans cette optique, la question à poser paraît plutôt celle-ci : pourquoi les E.U. n'ont-ils pu aider efficacement le régime du Kuomintang, leur allié, contre les communistes de M.O ? et cela bien que Staline fut visiblement peu disposé à soutenir ces derniers ?

La raison fondamentale, c'est vraisemblablement l'incapacité des armées équipées à la moderne, de juguler les guérillas paysannes lorsque celles-ci ont réussi à s'étendre à une échelle de masse, à neutraliser une partie des anciennes classes dominantes et à instaurer un nouvel ordre étatique. Cela, il est probable que les militaires américains l'ignoraient en 1949, s'il est probable qu'ils le savent maintenant peu ou prou. (C'est aussi l'un des rares points sur lesquels les dirigeants chinois ne bluffent pas, dans leurs fanfaronnades insensées). Mais les yankees ne pouvaient également (faute de la présence sur place d'éléments et d'intérêts aptes à saisir la situation réelle et à composer avec elle) voir que l'Etat, les vieilles institutions et les traditions vacillaient sur leur base après l'occupation japonaise et une série de calamités "naturelles" (inondations, famines) sans précédent ou presque.

Or l'effondrement tendanciel des structures étatiques est la condition nécessaire au préalable de toute révolution, quel qu'en soit le caractère. En Chine, après la deuxième Guerre mondiale, cette condition se trouvait réalisée dans une mesure incomparablement plus large qu'aux Indes, par exemple. En outre, contrairement aux révolutionnaires indiens ou même vietnamiens (à l'époque), les communistes chinois avaient réussi à former un embryon d'Etat nouveau (et d'abord une armée) ainsi que des cadres expérimentés, enthousiastes. Ils avaient aussi autre chose à proposer qu'un retour plus ou moins amendé au passé, tandis qu'une lutte acharnée, et conjuguée à l'éclipse de l'ancienne société, leur permettait de jeter les bases d'un ordre nouveau, lequel ne reposait plus essentiellement sur la propriété féodale et les formes d'exploitation qui lui sont liées.

Toutefois, un ordre nouveau ne peut qu'émerger lentement, sur des bases originelles, au travers d'une série d'adaptations ou, dans un pays arriéré, les querelles de cliques ont un rôle de premier plan. En Chine, d'importants secteurs de l'industrie et de la banque sont toujours gérés par leurs anciens propriétaires; la planification est moins poussée qu'elle ne l'était en Russie quinze ans après la prise du pouvoir par les bolchéviks; les leviers de commande sont souvent aux mains de "vieux militants", plus remarquables par la corruption que par la compétence; enfin, et surtout, il semble que le développement industriel soit sur le point de sortir de la phase de démarrage. A ces facteurs de tension s'ajoutent tous ceux qui naissent spontanément de la misère, grande encore, tant matérielle que culturelle (car le prix en argent et en qualification de quelques bombes atomiques est peu de choses comparé au capital à investir si l'on veut donner une instruction moderne à trois cents millions d'enfants et d'adolescents).

Anton Pannekoek, éminent représentant du socialisme scientifique, a montré comment la philosophie matérialiste de Lénine a été "déterminée" par la tâche historique du parti bolchevik : abattre les éléments liés à l'ancienne société et disposés à traiter avec elle (1). Un tel souci n'a jamais habité Mao, plongé dès le début dans des activités d'appareil (avec des prétentions de lettré que Lénine ignorait) Mais c'est précisément la raison pour laquelle la diffusion de la "pensée du président Mao" revêt une telle extension à l'heure actuelle, dans une phase de réorganisation sociale. Un bourgeois de la vieille école, Robert Guillain du Monde, a pu définir ainsi sa portée pédagogique (24/12/66) : "un garde rouge qui s'est imprégné de citations sur le service du peuple, sur l'étude, sur les "trois règles de la discipline" et les "huit points de l'attention" doit faire un très solide et très bon citoyen". Etant entendu qu'il s'agit d'un citoyen de type nouveau dont la mentalité n'est plus modelée par l'enseignement confucéen (respectueux certes des hiérarchies établies, mais pas celles de l'ordre nouveau); la mentalité voulue maintenant, c'est celle du

1) Lenin as philosopher, New-York, 1948



citoyen qui vise à faire pénétrer dans les masses l'esprit d'efficacité capitaliste, non pas formée par la concurrence ou l'acquisition de diplômes, mais par un souci constant d'adaptation à la ligne officielle. L'aspect pédagogique apparaît également à un niveau plus humble d'apparence, quoique tout aussi important : les Maximes du Président Mao sont imprimées de manière moderne et en caractères simplifiés. L'hermétisme à base typographique de la vieille caste bureaucratique des mandarins a vécu.

Bref, la révolution culturelle s'est vue assigner deux objectifs généraux : résoudre le problème brûlant, capital, de l'éducation des masses avec les moyens du bord, les moyens d'un peuple désespérément pauvre et, ensuite, épurer les éléments qui subsistent encore du passé. Quelques potiches précieuses ont été cassées, à la grande tristesse des amateurs d'art, mais surtout les "vieux", capitalistes privés et militants blanchis sous le harnais, en prennent pour leur grade, au sens le plus strict. Si l'esquisse qui précède est conforme à la réalité, la "menace de guerre" n'a joué qu'un rôle au plus secondaire dans les événements.

Mais la révolution culturelle, et donc le démarrage de l'industrialisation, a un autre aspect encore, rarement mis en lumière. La productivité moyenne d'un ouvrier japonais (1) (inférieur, à son tour, à celui de l'ouvrier européen en raison du bas coût de la main d'œuvre). Et la même constatation vaut sans doute également pour les capacités des dirigeants, qui manquent d'expérience pratique, sinon même théorique. Comme dans tous les pays arriérés, la raison de la basse productivité chinoise se trouve -entre autre- dans l'ignorance, celle des travailleurs et aussi celle des maîtres. Toutefois l'éducation moderne n'a pas seulement pour objet la lutte contre l'analphabétisme ou la superstition; elle tend également à façonner un certain type d'attitude face au commandement.

L'instrument pédagogique privilégié, c'est en ce dernier domaine le comité; la commission, l'assemblée d'atelier, de coopérative agricole ou d'usine (2) Rien d'étonnant donc si la presse chinoise lance à présent une campagne pour inviter à la création de conseils ouvriers, calqués -proclame-t-on- sur le "système de la Commune de Paris". Comme en Yougoslavie, mais avec des attributions sans doute différentes, ces conseils serviront à épurer "démocratiquement" les directeurs dépassés par les événements et à intégrer plus complètement les travailleurs aux entreprises et et aux diverses institutions étatiques, syndicales et autres. Si les limites du genre sont connues, s'il renvoie à un aspect de la rationalisation de l'exploitation, reste qu'il exprime des tendances immanentes à la production capitaliste moderne qui cherche à capter les forces de l'ouvrier par la persuasion plutôt que par la coercition (sans renoncer à cette dernière, il va de soi).

Quoi qu'il en soit, quelque chose bouge en Chine, des mouvements provoqués d'en haut mais aussi, parfois, venus de la base. Une mentalité nouvelle se forme. Et s'il est facile de prévoir ce qu'elle donnera coté dirigeants, il est malaisé de dire ce qu'elle sera coté dirigés. L'A. explique les tendances égalitaires marquées qui se font jour actuellement en Chine, par la perspective d'une guerre de partisans. Cet aspect n'est pas négligeable, bien sûr, mais est-il le seul à retenir ?

En Russie, le démarrage de l'essor industriel a eu pour slogan : "Les cadres décident de tout"; dans la Chine actuelle, autant qu'on sache, ce mot d'ordre a disparu à peu près, comme les galons des officiers. Si cela ne signifie peut-être pas grand-chose, cela signifie tout de même quelque chose. Une arme contre les opposants, c'est évident; mais aussi une concession aux masses, une concession imposée

1) Genko Uchida, "TECHNOLOGY IN CHINA", Scientific American, nov. 1966, P; 41.

Cet auteur prévoit pour d'ici à dix ans un essor industriel de la Chine comparable à celui du Japon actuel. Il a malheureusement une fâcheuse tendance à regarder surtout les données officielles....

2) Voir le récent numéro d'I.C.O sur les comités d'entreprise.....



non par les masses, certes, mais par la situation. Les prophètes de malheur diront qu'elle peut être reprise comme elle a été octroyée, qu'elle vaut pour une période déterminée et disparaîtra avec elle. C'est à voir. Mais est-il impossible que, sans sans mettre le régime actuel en question dans sa totalité (on ne voit pas très bien sur quelles bases concrètes d'ailleurs), des courants s'affirment qui cherchent à préserver et renforcer une égalité aussi fraîche que fragile et douteuse ? Les conséquences d'une telle évolution seraient incalculables, et on ne saurait les écarter en agitant des idées préconçues. En revanche, on risque de n'y rien comprendre en se bouchant d'avance les yeux. Restons attentifs à toute manifestation d'égalitarisme, si obscure, si confuse soit-elle, l'avenir ne monte pas au ciel dans une apothéose de lumière, comme le soleil levant.

x

x x

Tout se passe comme si l'A. avait pour but moins d'analyser la situation présente en Chine, aux E.U. et ailleurs que de définir une attitude "politique" face au mouvement anti-impérialiste suscité par la guerre du Vietnam. Certains des arguments employés sont fort étranges cependant. Ainsi l'opinion publique est, paraît-il, mise en condition par la presse, etc (16); l'A. trouverait-il que de cette guerre on parle trop (... "jusqu'à la moindre escarmouche".) Comment qualifier une telle attitude sinon par référence à celle que fustige et flatte aussi le jeune chanteur Jacques Dutronc : "J'y pense, et puis j'oublie" ? Que le téléspectateur Blanc à qui l'on rappelle parfois les horreurs d'une guerre pire encore que celle de Corée puisse se sentir heureux et protégé, tout fier d'appartenir à une nation pacifique, c'est probable, que ces images convainquent notre Blanc de s'identifier à la victime, à s'indigner (16), c'est incertain.

Mais il y a mieux dans l'A. La plus dangereuse des propagandes de préparation de guerre, ce serait l'activité des partisans de la "Paix au Vietnam" (18) L'argument est peu plausible déjà quand il est appliqué aux discours de de Gaulle, dont la portée est parfaitement nulle (leur auteur s'empresse lui-même de la claironner). En réalité, le mouvement anti-impérialiste est pratiquement inexistant à la base. Les partis et syndicats ouvriers, avec un bel ensemble, se taisent, ou font tout comme. (1). Ni le régime de Ho Chi-minh ni le Vietcong ne songent à faire appel à la conscience ouvrière. Seuls quelques groupes d'intellectuels, isolés, tentent d'élever la voix - et leurs cris restent sans échos, ils semblent même aller s'atténuant. Ou donc l'A. voit-il se dérouler ces "manifestations de l'émargement des travailleurs derrière la propagande" (20) ? Non, dans les pays développés, il n'y a aucune commune mesure entre l'anti-impérialisme, à peu près invisible - sauf dans de rares universités américaines - et ce qui fut l'antifascisme d'Union sacrée.

Certes, "une lutte, dans le cadre national, dans un pays faible économiquement, n'aboutit qu'à la formation ou au renforcement d'une classe dominante" (19) Mais existe-t-il une alternative à cela, L'A. le reconnaît : cette lutte "rejoint des tendances naturelles dans ces pays" (15). Encore faut-il ajouter que tel n'est pas toujours le cas, loin de là, comme le montre le destin actuel des mouvements révolutionnaires, avec ou sans guillemets n'importe, d'Amérique du Sud. Dans un pays arriéré, aux villages qui vivent repliés sur eux-mêmes, l'esprit de lutte à grande échelle ne croit pas naturellement.

Il est facile de proclamer avec intransigeance : "on ne choisit pas entre la peste et le choléra" (I.C.O., n° 39, pp 17-20, 40, p21, etc...) Mais c'est faux ni la peste ni le choléra ne vous demandent votre avis quand ils vous tombent dessus. Au plus, étant donné l'état actuel de nos forces, la seule chose à recommander, semble-t-il, c'est la réflexion sur ces phénomènes, sans se faire l'apôtre des uns ou des autres, mais aussi sans leur prêter à priori un air de pureté chimique qu'ils ne possèdent pas une fois pour toutes. Il n'existe pas aujourd'hui de mouvement prolétarien sous aucune forme, dans les pays hautement développés ; aussi les mots d'ordre sur "la peste et le choléra" n'ont-ils pas le moindre sens. Et, dans une situation dif-

Note (1) rejetée à la fin de l'article.



férente, le mouvement anti-impérialiste des pays arriérés est susceptible de prendre une orientation tout autre.

Pour résumer, je dirai : il me semble nécessaire d'abandonner une attitude qui consiste à prendre position dans le vide, dans le désert, à étudier le réel en fonction de telles prises de position et, partant, se condamner à ne voir que l'aspect des choses qu'on a décidé de voir. Il n'y a rien à attendre de l'anti-américanisme comme du pro-américanisme, c'est vrai et il faut le dire. Mais on ne peut non plus faire de cet anti-anti et de cet anti-pro une base de réflexion (éventuellement, d'action). Il s'agit aujourd'hui de comprendre, donc de critiquer l'univers réel, celui des hommes qui produisent ou cherchent à produire. On pourra reprocher à cette attitude d'être olympienne, abstraite, intellectuelle, que sais-je ? Reste à savoir si les hommes isolés et faibles, qui composent les divers groupes d'opposants prolétariens épars sur la planète, disposent à l'heure actuelle d'autres forces que leur pensée ?

I) Comme le note, preuves à l'appui, le chrétien Domenach dans Esprit, nov. 1966, p. 580-81. Lui aussi voit se profiler à l'horizon une guerre Chine-USA, sans même se demander si la guerre actuelle, au Vietnam, est bien une guerre impérialiste classique qui entraînerait une escalade ininterrompue et si cette prétendue escalade n'aurait pas des limites imposées, dans la phase présente, par la conjoncture réelle aux Etats-Unis comme l'impossibilité prévisible d'une victoire américaine en Chine (et pourquoi faire, s'il vous plaît ?)

lettre

D'UN CAMARADE DE PARIS

Je voudrais ajouter quelques mots à la lettre du camarade précédent. Ce sont plus des compléments qu'une discussion des idées qu'il a émises et que je partage dans l'ensemble. Je voudrais insister plus encore qu'il ne l'a fait sur "l'impérialisme américain" et exposer également quelques réflexions sur les réactions que l'on peut avoir face à la guerre du Viet-Nam.

Tout comme lui, il me semble que le mot "impérialisme", au sens où on l'entendait au début du XXème siècle, ne caractérise pas du tout l'action américaine au Viet-Nam. Il n'est pas du tout évident que les E.U. cherchent à imposer un marché pour leurs produits manufacturés ni à en tirer des matières premières. Il y a bien longtemps que le caoutchouc naturel a perdu de son importance dans la production industrielle moderne et c'est à peu près la seule matière première que le Viet-Nam peut offrir.

Alors, pourquoi les E.U. interviennent-ils aussi massivement au Viet-Nam ? Je crois qu'il y a deux raisons à cette intervention.

La première est une raison stratégique. Si comme il est souligné, une guerre de conquête d'un pays arriéré à forte densité de population pose des problèmes quasi-insolubles au commandement américain, pas tellement peut-être sur le terrain de la guerre elle-même que sur celui de l'administration du terrain conquis (voir par exemple le fait qu'au Viet-Nam du Sud l'administration est laissée aux mains des Sud-Vietnamiens, fantoches sans doute, mais autochtones), il n'est ni nécessaire ni souhaitable, du point de vue américain, de laisser s'étendre à d'autres pays la "gangrène communiste". De ce point de vue, il est vrai que la situation s'est améliorée surtout depuis la liquidation physique des communistes indonésiens, des maquis de la péninsule malaise et des Philippines, etc.... si bien que le maintien au Viet-Nam peut avoir perdu de son importance et que la raison stratégique s'efface devant les raisons purement économiques.

Les auteurs de l'article paru dans I.C.O de Novembre 1966 ont, à juste titre insisté sur ces raisons. Ils sentent également que la notion classique d'impérialisme est dépassée, mais ils ne poussent pas, à mon avis, suffisamment loin les



conséquences de ce sentiment. Ils se bornent à fournir une description de la situation et une description aussi fidèle soit-elle, ne peut fournir une explication, c'est-à-dire une compréhension des événements qui se déroulent, une base de critique. Je voudrais essayer d'aller plus loin sur le plan théorique, même si cela revient à construire un modèle "abstrait" nécessitant des corrections dans son application au détail de la réalité. La seule chose que nous pouvons faire actuellement, dans le contexte quotidien que nous impose la société capitaliste, est d'essayer de comprendre le développement de cette société, parce que c'est à partir de cette compréhension que nous pouvons dégager des idées, nous faire une opinion sur l'évolution du système capitaliste et par conséquent sur les forces qui pourront mener à sa disparition. Ces forces, en effet, ne peuvent se développer "in abstracto", elles dépendent de la situation du capitalisme à un moment donné.

Les auteurs de l'article insistent sur le fait que le capitalisme moderne n'a pas réussi à surmonter ses contradictions internes. Ils font, à juste titre, découler ces contradictions de la nécessité pour le capitalisme de s'étendre, de ~~so-~~ développer. Derrière ce développement se cache la nécessité pour le capitalisme de faire des profits. Cependant la rentabilité du capital ne peut être maintenue constante, toutes choses égales d'ailleurs, puisque des masses de plus en plus importantes de capital se trouvent en concurrence. Il en résulte une baisse tendancielle du taux de profit : une quantité donnée de capital rapporte <sup>de moins</sup> en moins parce qu'il faut investir de plus en plus. Pour lutter contre cette tendance, le Capital a utilisé systématiquement l'augmentation de la productivité du travail, ce qui permet d'extraire davantage de plus-value des travailleurs. Cette technique ne réussit pas trop mal dans l'ensemble puisque le taux de profit est maintenu et que l'on a même pu augmenter le pouvoir d'achat des masses laborieuses. Mais elle n'est pas entièrement satisfaisante. Au cours de l'histoire, des "réajustements" du système ont été nécessaires. Ces réajustements se produisaient de manière anarchique, violente. Ils prenaient la forme de crises économiques dont le rôle essentiel, du point de vue du développement capitaliste, était la destruction d'une certaine quantité de capital pour augmenter la rentabilité du capital restant. Après chaque crise, l'activité économique reprenait à un niveau jamais atteint. La crise apparaissait donc comme le moyen d'éviter que, par suite de la baisse de rentabilité, l'activité économique, c'est à dire l'accumulation du Capital, ne sombre dans la léthargie.

Mais les crises n'ont pas que des cotés positifs pour le Capital. Elles ébranlent le système et peuvent même faire sortir les masses laborieuses de leur situation ordinaire et les inciter à contester le régime; à tenter de construire une nouvelle société. C'est pourquoi le capitalisme moderne s'est forgé toute une panoplie d'armes destinées à éviter les crises. Le fait même que l'on ait recours à toutes ces armes prouve, s'il en était besoin, que les contradictions du système n'ont pas disparu, même si son développement se fait presque sans heurts, si les revendications sociales ont perdu de leur virulence.

Tous ces moyens visent au même résultat : détruire sans trop de remous une certaine quantité de capital pour maintenir la rentabilité du capital restant à un niveau suffisant. Ceci explique pourquoi l'Etat a pris une telle importance dans la branche occidentale du capitalisme. Non seulement il a pris à son compte tout le système d'investissements non rentables, mais encore il joue un rôle important dans le système économique en créant des activités entièrement inutiles, en subventionnant une production qui est entièrement consommée car entièrement détruite, c'est à dire qui ne revient pas dans le cycle de production. C'est le cas de la recherche scientifique, du moins dans les domaines où les applications pratiques sont peu vraisemblables (particules élémentaires, études des étoiles lointaines, etc...) mais où les constructions d'appareils peuvent représenter des investissements importants donc des profits pour des capitalistes (on a calculé, par exemple, que la construction de l'accélérateur géant en projet aux E.U. pourrait employer 100.000 personnes pendant 5 ans)



c'est le cas aussi de l'envoi de guignols sur la lune, des fabrications d'engins de guerre atomiques de toute sorte, etc...

La guerre du Viet-Nam me paraît directement ressortir de ces méthodes. Le capitalisme des E.U. n'est pas un tout monolithique. Divers intérêts y sont en concurrence. Certains, et je pense ici aux aciéries, au textile, etc..., ont intérêt au développement d'activités plus traditionnelles. La guerre du Viet-Nam illustre la remontée d'influence de ces derniers groupes. En effet la guerre est une grande consommatrice de métaux (n'oublions pas que les E.U. ont déjà déversé sur le Viet-Nam du Nord les 3/4 des bombes lancées sur l'Allemagne lors de la dernière guerre), de camions, de textiles, d'armes classiques etc... qui font partie des "productions traditionnelles". Cette augmentation de la consommation s'est traduite par une reprise de l'activité de l'industrie de l'acier qui, en 1964, ne travaillait qu'à 60 % de sa capacité. Un phénomène analogue était observable en France pendant la guerre d'Algérie où l'industrie textile a pu maintenir une activité grâce à la "pacification" et où l'industrie de l'acier n'a pas connu la petite récession observée en Allemagne à l'époque.

De plus l'augmentation de cette production traditionnelle a eu comme résultat une diminution du chômage et, d'un certain point de vue, la guerre du Viet-Nam a comme conséquence une amélioration de la situation économique des classes les plus défavorisées d'Amérique (par exemple des noirs)

Donc les E.U. ne maintiennent la guerre au Viet-Nam que pour gaspiller produire pour rien. Si besoin, était, il y a longtemps que quelques bombes atomiques bien placées auraient résolu le problème du Viet-Nam en le détruisant complètement. Mais en ce cas l'intérêt de la guerre classique disparaîtrait. Le seul problème des Américains est de maintenir la guerre au niveau qu'elle a en ce moment et celle-ci durera tant que ce sera possible. Evidemment ce maintien n'est pas facile parce que la guerre a sa logique propre qui pousse à développer les opérations, à s'engager davantage, à "escalader", mais jusqu'à présent ces facteurs ont pu être endigués. On aura remarqué que ce sont les Américains eux-mêmes qui se fixent leur action : on ne bombardera pas telle région du Viet-Nam du Nord, etc... Bien entendu ce ne sont pas des raisons humanitaires qui les poussent à ces restrictions, mais bien le souci de ne pas s'engager au delà d'un certain point.

Demain il peut très bien ne plus être possible de maintenir la guerre à ce niveau. Deux solutions seront alors possibles : ou bien s'engager dans une guerre véritable avec la Chine ou toute autre grande puissance, mais les inconvénients soulignés dans la lettre précédente me paraissent rédhibitoires, ou bien abandonner le Viet-Nam, pour recommencer la même opération ailleurs, en Thaïlande par exemple ou tout semble prêt à accueillir une nouvelle guerre du genre Viet-Nam.

À moins qu'alors les autres secteurs du capitalisme américain qui voient leurs intérêts sacrifiés en partie à la guerre du Viet-Nam (une partie des crédits destinés à la recherche scientifique a été supprimée, on a abandonné certains projets faute d'argent, on veut laisser tomber la fabrication des "missiles anti-missiles etc) obtiennent l'abandon de ce genre d'opérations. On assisterait alors à une nouvelle expansion des productions du type spatial à un niveau inconnu jusqu'ici.

Il ne s'agit là que de spéculations sur un futur imprévisible. Pour l'instant nous nous trouvons devant le fait brut de la guerre menée avec les moyens que l'on sait. Alors se pose la question : que peut-on faire ? D'un côté il y a l'énorme puissance américaine écrasant sous ses bombes la population civile, de l'autre il y a le Viet-Cong, mouvement de paysans sans terre, luttant contre l'armée la plus puissante du monde. Sans doute demain le Viet-Cong créera une société bureaucratique d'où n'aura pas disparu l'exploitation de l'homme par l'homme, sans doute il est impossible d'accepter un seul instant l'idéologie et les buts du Viet Cong, mais il est non moins impossible de renvoyer Viet Cong et Américains dos à dos, tout simplement je crois, parce que les E.U. sont grands et le Viet-Nam petit. La seule chose que nous constatons, c'est que nous sommes entièrement impuissants face à cette situation, et ceci n'est qu'une forme de l'impuissance générale des hommes tant que le

*Embryon d'Etat et non un mouvement paysan, comme il le semble.*



Le système capitaliste est puissant. Mais, c'est une chose de constater son impuissance et une autre de la justifier en soutenant qu'Amérique et Viet-Cong c'est du pareil au même.

J'avoue franchement que je n'ai pas de réponse toute faite au problème. Mais, dans la mesure de mes moyens, je soutiendrai les américains qui s'opposent à la politique de leur pays, même si je peux distinguer dans le mouvement des intellectuels américains une opposition intéressée en ce sens que certains secteurs de l'Université luttent contre la diminution des crédits qui leur sont impartis. Je sais bien qu'en condamnant la guerre au Viet-Nam, on se conforme aux desiderata politiques du gouvernement français, mais qu'est-ce que cela peut bien faire ?

## VIET-NAM

Viet-Nam (début d'article dans les n° 51-53-54-55)  
Les révoltes paysannes de 1930 (suite)

La défaite sanglante de l'insurrection nationaliste organisée par le parti de Nguyen Thai Hoc et la répression féroce qui s'ensuivit fit pratiquement disparaître de la scène politique le Viet-Nam quôc-dân Dang. Remarquons en passant que cette tendance républicaine et démocratique inspirée de la révolution bourgeoise chinoise de 1911, du Kuo-ming tang et des idées de la révolution française de 1789 était celle d'une fraction de la jeunesse pensante venue des couches aisées et de la paysannerie; la bourgeoisie indigène, née du régime colonial et strictement conditionnée par lui, liée au capital bancaire français, n'a rien de commun au point de vue idéologique avec la bourgeoisie européenne sous l'ancien régime: elle vit du régime colonial et elle le sert; craignant de mourir avec lui, elle est étrangère à toute velléité d'indépendance nationale.

1930 marque la véritable entrée en scène de la seconde fraction de la jeunesse nationaliste, celle qui s'inspire de la révolution russe de 1917. Nguyen ai Quôc envoyé en Chine comme secrétaire de Borodine (le conseiller russe de Tchang Kai-chek) par la III Internationale, réunit à Hong-Kong les délégués des trois formations de cette tendance (dont l'"Association de la jeunesse révolutionnaire"), pour les fonder en un parti unique, le parti communiste indochinois.

Ce parti est encadré par des révolutionnaires professionnels formés surtout à Canton (Hoàng-phô) et à Moscou; on y trouve des instituteurs, des collégiens, quelques bacheliers et journalistes, des paysans de tout âge, des ouvriers, des coolies, des notables, des jeunes femmes; dans cette dictature policière permanente qu'est le régime colonial, la jeunesse pensante et souffrante n'a d'autre alternative que d'accepter une terrible iniquité sociale ou d'affronter la mort et la torture dans la lutte; son élan la porte à l'action, ce même élan humaniste des années agitées 25-26, dont parlait déjà Phan van Hùm dans son livre: "Croupissant dans la Grande prison" (Ngôi tù kham lon) à propos de la lutte menée par Nguyen an Ninh:

"La jeunesse soudainement se lève; les pervers et les traitres s'épouvantent comme si la hache du Ciel était prête à tomber sur eux" (Thanh-niên dôt khoi, phuong gian ninh kinh hôn to nhu thấy búa troi gân sa truoc mat). Le vieux mysticisme des paysans écrasés se nourrit maintenant d'un nouveau mythe, le communisme. A cette époque la vraie révolution russe n'est déjà plus qu'un souvenir, la bureaucratie est déjà puissamment installée sur le dos des ouvriers et des paysans russes; Tchang Kai Chek, l'homme des Russes a déjà égorgé les ouvriers de Canton dans l'automne de 1927 et fusillé les prolétaires de Chang-Hai; mais dans la geôle indochinoise, que peuvent savoir les âmes ardentes qui montent à l'assaut du ciel ?

'Quand la terre est changée en un cachot humide,

'Où l'Espérance, comme une chauve souris,

'S'en va battant les murs de son aile timide

'Et se cognant la tête à des plafonds pourris, '(Baudelaire)



comment se rendre compte du vrai et du faux de ceux qui viennent de loin, qui ont vu ce que vous n'avez pu voir, qui ont bravé mille dangers pour traverser les frontières et qui risquent leur vie avec vous.

L'activité des militants se déployait évidemment dans la plus stricte clandestinité. La structure secrète du parti était parallèle à la structure administrative coloniale. À la tête du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine, trois comités de pays, (xu-uy) organisent des comités de province (tinh-uy); ces derniers organisent des comités de délégations (quân-uy) qui dirigent les comités de canton (tông-uy), puis vient la cellule de base du village (chi-bô). Le comité central (trung-uong) coiffe le tout et reçoit les directives de Moscou. La propagande se fait par tracts, réunions clandestines, diffusion de feuilles ronéotypées: Co do (Le Drapeau rouge), Co vô-san (Le drapeau du prolétaire), Nhà-quê (Le Paysan)... On constitue secrètement des syndicats de paysans (Nông-hôi) et des syndicats rouges d'ouvriers (Công-hôi) des groupes d'auto-défense (đôi tu vê). Des drapeaux rouges, des banderolles apparaissent inopinément portant la faucille et le marteau; ces symboles sont tracés un peu partout par des mains inconnues; ils viennent de la Russie (Nga) lointaine, et le nom de ce pays prend tout à coup une résonance mystique à travers les rizières. Une présence invisible s'affirme de plus en plus; elle s'impose dans un sentiment mêlé de peur et d'espoir. L'activité policière redouble, impuissante à enrayer ces manifestations, présages d'une catastrophe indéfinissable; et cette activité souligne encore la puissance de ce qui se prépare. Le programme est mis en vers, on le chante:

"Nous prenons la parole pour appeler et conseiller nos frères ouvriers, paysans et soldats. Il faut nous grouper, décider de lutter. L'injustice séculaire, devons nous la laisser régner toujours? Que les cinq continents s'unissent donc en un seul corps; que ceux qui travaillent et qui souffrent se rassemblent. Nous abattons l'impérialisme, les fonctionnaires, les notables et les propriétaires fonciers, ils ne mangeront plus sur notre dos et cesseront de nous pressurer. Ils lèvent des armées pour piller les autres pays. Parmi nous, ouvriers et paysans, combien en est-il qui ont péri déjà.

Frères, que faut-il faire? Il faut nous soulever et lutter jusqu'au bout. Dans le monde entier, en Chine, en Allemagne, en Angleterre, ouvriers et paysans se sacrifient; suivons les pas de la Russie, chantons la fraternité et la liberté. Nous créerons un monde où les prolétaires auront le pouvoir. Sur toute la terre, il n'est pas un seul coin sans ouvriers et paysans; leur force est immense; bien plus, leur génie est grand. Le parti est puissant, qui préside à la réalisation de la doctrine de clarté. Vite, agissons avec lui, ouvriers, paysans, soldats."

Une chanson est composée à l'intention des soldats indigènes:

"Nayons qu'un seul coeur, nous frères soldats. Nous allons lutter contre nos officiers. Les intérêts et les droits doivent être partagés pour le bien de tous. Peu nous importe les galons, rouges, blanc, or; pourquoi vouloir le titre d'officier et les décorations? Ils nous méprisent, ils nous trompent, ils disent qu'il faut aimer la patrie, qu'il faut aimer le peuple et qu'il faut donc constituer une armée pour sauver le peuple avec la mère patrie. La mère patrie, nous ne la voyons pas sauver le peuple. Nous voyons le peuple qui souffre de la faim et du froid, et personne ne s'en inquiète. Ainsi, frères soldats, debout, vite. Avec les ouvriers et les paysans, emparons nous du pouvoir, suivons l'ombre du drapeau rouge. Vive le communisme indochinois."

La force souterraine qui s'organise, le mouvement occulte qui travaille obscurément la campagne, explosera au grand jour dès le 1<sup>er</sup> mai 1930 et se manifestera pendant plus d'un an en de véritables insurrections qui ébranleront le système colonial.

En Cochinchine, le 1<sup>er</sup> mai, les paysans de Cao-lanh manifestèrent en masse pour réclamer la suppression de l'impôt personnel et la diminution de la rente foncière. Le 3 et le 29 du même mois ils manifestaient à nouveau, à Cho-moi, à Tan-Duong, à O-môn, à Vinh-long, puis aux environs de Saïgon, à Bà-Hôm, Duc-Hoà, Bèn-luc, Hoc-môn... les manifestations se suivaient, parfois sanglantes, les paysans tombant sous les balles de mousqueton des miliciens. En Septembre, à Thanh-loi et Huu-thanh, des maisons communales furent saccagées, les registres fonciers brûlés, ainsi que ceux de l'état



civil. Des tracts apparurent, invitant les paysans à se révolter contre l'administration française, à célébrer l'insurrection de Yen-bay ; des feuilles secrètes circulaient, organisant la liaison par l'information; à Saïgon même, à la fin de l'après midi du 9 février 1931, un groupe d'auto défense tenta de haranguer la foule qui sortait d'un match de football; l'intervention de la police coûta un mort à cette dernière. Huu thanh, Tân-tao et Duc-Hoa, les notables policiers furent exécutés .

Des tentatives de former des cellules, des syndicats rouges, de déclancher des grèves à la Compagnie des eaux et d'électricité, à la Cie franco-asiatique des pétroles à la Standard Oil, dans la région de Saïgon Cholon furent moins suivies que le mouvement paysan .

Dans le Nord-Annam, où existait un prolétariat industriel et agricole surexploité, éclata une insurrection de la misère. Paysans et ouvriers étaient travaillés par deux sociétés secrètes, dont l'Association de la jeunesse révolutionnaire susdite, devenue P C. Des arrestations eurent lieu et des grèves surgirent aux usines de Bèn-thuy. Des manifestations partielles pour réclamer des diminutions d'impôts, de taxe, des augmentations de salaires et protester contre les mauvais traitements réunissaient ouvriers et paysans dépourvus de riz et d'argent. La police les dispersait, tuait parfois. La colère grandissait. Ce fut la première année de la crise économique mondiale. Dans les trois provinces de Vinh, de Hà-tinh et de Nghê-an, où les paysans voyaient le tiers du maigre produit de leur travail tomber aux mains du fisc et des notables. A Thanh chung et Nam-dan, ils incendièrent les maisons des notables et détruisirent les locaux de la sous-préfecture; dans l'absolue impossibilité d'acquitter leurs impôts ils marchèrent sur Hung-nguyên le 12 septembre par milliers pour en demander la suppression; les avions envoyés pour les bombarder en tuèrent plus de 200 et en blessèrent un millier. A Huong-son, Cau-lôc, Can-xuyên, Ky-anh... les manifestations prenaient le même caractère de violence. L'administration continua à terroriser la population tenue dans une situation intolérable. Cette jacquerie célèbre, organisée par le parti communiste indochinois qui aboutit à une tentative de "prise du pouvoir" et de distribution des terres aux paysans par le parti, et qui fut connue sous le nom de mouvement des soviets de Nghê-tinh fut écrasée par une répression dont le caractère de barbarie dépasse l'imagination ( Cette "prise du pouvoir" par le P C était considérée comme une "aventure" par l'Opposition de gauche dans la III<sup>ème</sup> internationale ). la détresse et la disette étaient telles que les troubles continuaient malgré tout. On lâcha sur le pays la Légion étrangère qui fusilla des centaines de suspects sans jugement; des villages entiers furent bombardés et complètement rasés, cas du village de Phu-an à 60 km de Vinh. Des innocents étaient massacrés de sang-froid, pour l'exemple. Le résident supérieur avait donné carte blanche aux légionnaires et aux aviateurs pour fusiller, bombarder et exécuter. Des milliers et des milliers de paysans périrent les pieds dans les fers dans les camps de prisonniers .

Dans le sud, bien que le mouvement eût un caractère moins insurrectionnel, la répression ne fut pas moins sanglante. Les arrestations furent suivies de tortures. Les 120 hommes qui furent jugés en mai 1933 étaient les survivants qui avaient fini par avouer lespires inventions policières. A l'issue du procès à la sauvette qui ne dura que cinq jours, huit condamnations à mort furent prononcées et 970 années de bagne distribuées à 79 condamnés. L'un d'eux était âgé de 89 ans .

Le mois suivant, la cour criminelle d'Hanoi acquittait les légionnaires dont les tueries avaient fait scandale à Vinh, s'inspirant de la politique du gouverneur général de l'Indochine qui, en 1931 récompensait en argent les militaires et gendarmes chargés de la répression contre la révolte paysanne .

Ainsi se déroula le début de la guerre des paysans sous l'emprise du P C .

**PUBLICATIONS**

( suite )

du Japon/ La minorité de la gauche a déclaré que cette grève a été un échec ; mais la majorité ( Sohyo, parti socialiste, parti communiste ) a parlé d'une grande réussite ; Sartre, qui était au Japon à cette époque, est pris à partie comme pro-stalinien pour avoir lui aussi écrit que cette grève était un grand succès .

PLAQUE DE PLACE LA SUITE DE LA RUBRIQUE SUR LES PUBLICATIONS EST REPORTEE EN MARS



TEXTE ANCIEN

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ,partis ou syndicats .

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation . Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail ,et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner .

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manoeuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

P. BLANCHIER -13bis rue Labois Rouillon

PARIS 19eme - ccp 20147-54 Paris.

Ronéoté à l'adresse ci dessus

Le directeur de publication : P. Blachier

TEXTE PROPOSE

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière ,partis et syndicats .

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation . Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail ,ils utilisent les luttes pour des buts politiques ,ils sont les auxiliaires nécessaires de toute classe dominante dans un état moderne .

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation. Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail de dénoncer les manoeuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état la hiérarchie, la gestion bureaucratique la société sans état et sans salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc.. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentiels l'action des syndicats et des organisations



Le Comité de Liaison contre l'apartheid (17 avenue de Messine -Paris 8eme ) veut informer et protester contre le soutien au gouvernement d'Afrique du Sud ,notamment contre les livraisons d'armes effectuées par le régime gaulliste .

Lutte de classe(pour le pouvoir des travailleurs ) décembre 65 -Renault -73 rue Blanche Paris 9eme -L'escroquerie du 5 décembre -Les ouvriers grecs et la démocratie Travailleurs allemands et dirigeants syndicaux.

Voix Ouvrière (n° 49 - 14 décembre 1965 -29 rue de Château Landon-Paris 10 eme )  
N° 50 -28 décembre 65 - ces deux numéros presque entièrement consacrés aux élections et aux heurts entre militants de VO et les staliniciens.

Le Courrier Marxiste (décembre 1965 -43square A Bartholomé -Paris 15me ) trouve moyen de conseiller de voter Mitterand au second tour des élections car "le rôle objectif de Mitterand devient différent " et qu'on exprime son "opposition de classe "en votant ainsi ,et ajoute en toute logique ,quelques lignes plus loin que le terme de la lutte de classes ne"se trouvera pas au fond des urnes "

Lettre de Briognes (G S P -Protection Civile -83 Briognes ) relate(N° 7 - 15décembre ) les derniers combats entre l'armée et les objecteurs.Rappelons que le Secrétariat Objection de Conscience (S O C ) tient une permanence à Paris 5e 3 Impasse Chartière les mercredi et jeudi dans la soirée .

Révolution Prolétarienne (N° 511 -décembre 1965 ) 21 rue Jean Robert -Paris 18eme ) toujours consacré en bonne partie aux congrès syndicaux (FO et FEN) ou à une illusoire réforme du syndicalisme,plutôt confuse ,mais qui ,par divers cheminements pourrait présager un regroupement des syndicats ,comme cela s'est fait dans les pays industriels avancés . Parlant d'un stage de formation syndicaliste ,un conférencier (Maitron ) déclare qu'il "a rencontré fort peu de différence entre militants CGT,FO ou CFDT . Et la RP ajoute " "c'est un signe de bon augure " Pas d'accord pour "bon" ;mais c'est effectivement une augure du degré de bureaucratisation des syndicats et de l'état actuel de la "fonction syndicale " puisque ,malgré les divergences "idéologiques " on ne peut plus distinguer la couleur ,exactement comme un cadre de "droite " ressemble à un cadre de "gauche " lorsqu'ils "agissent" dans l'entreprise .

LE Libertaire (n° 118 -Janvier 1966 -3 Rue Torneaux Paris 11eme )  
fin de l'article sur le livre de Labi "La grande division des travailleurs"  
Le chapitre sur "l'intégration des syndicats " pourrait figurer dans ICO ;  
Il constitue d'ailleurs une excellente critique de l'article sur le mouvement syndical espagnol figurant en dernière page et qui s'intitule ,en pleine confusion "le mouvement ouvrier doit resserrer ses rangs ... et les églantines reflouriront en Espagne " et qui tend à définir des tactiques pour être présent au bon moment ,ce que font précisément toutes les organisations .



## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons.**

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

---

### **informations correspondance ouvrières**

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 5 F.**

Versements : **I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication  
**P. BLACHIER**